



NOUVELLES IMAGES d'HAÏTI

Le mensuel du Collectif Haïti de France

EDITORIAL

juin 2016 - n°152

SOMMAIRE

Page 1

L'ARTICLE DU MOIS

**Devenir acteur de la solidarité
avec les éleveurs haïtiens**

Page 3

VU DANS LA PRESSE & L'ÉDITION
Haïti s'enfonçe dans la crise politique

La violence des riches

La médiocratie

Page 4

L'ACTUALITÉ DU CHF

*Retours sur deux moments forts au
sein du réseau*

Il y en a eu des moments forts, le samedi 11 juin dernier à la journée « Agriculture en Haïti » organisée, à Paris par le Collectif Haïti de France. L'un des moments très forts a été celui où nous avons écouté et vu une interview accordée au CHF au mois d'avril par Michel Chancy, ancien secrétaire d'Etat à la production animale. Une interview riche de constats ainsi que d'éléments de réflexion et d'analyse. Michel Chancy, qui est aussi celui qui a mis en route le programme Manman Bèf dont parle l'article du mois, attire notre attention sur le fait que « L'agriculture reste l'une des premières activités économiques, et même les gens qui vivent en ville sont encore liés au monde rural ». Mais, il le constate « l'agriculture n'a pas toujours reçu l'attention méritée ». Et il dit aussi « Quand les gens s'investissent, quand les gens s'engagent, la prise en mains va être totalement différente. Les gens vont sentir une responsabilité. Il faut chercher avec nos partenaires de terrain, de nouvelles formes de coopération, comme les actions menées par le CHF, Veterimed et AVSF avec le programme Manman Bèf. C'est une approche tout à fait différente (...) mais il faut aller beaucoup plus loin, car le rythme de dégradation de

ce pays est très rapide ». Nous voilà solidement confortés dans la conviction que le CHF doit placer la question de l'agriculture en Haïti à un très haut niveau de ses priorités. La journée thématique du 11 juin est à refaire. À refaire, dans le sens de « À poursuivre, à continuer ».

L'ARTICLE DU MOIS

Devenir acteur de la solidarité avec les éleveurs haïtiens.

Il y a maintenant plus de 10 ans, le Collectif Haïti de France (CHF), Veterimed, ONG haïtienne spécialisée en santé et production animale, et Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) s'associaient pour la mise en œuvre d'un programme de soutien à l'élevage haïtien.

Cette volonté de coopérer pour s'impliquer dans le développement rural local haïtien part du constat que, malgré une tertiarisation de l'économie haïtienne¹, le manque de valorisation du potentiel paysan de ce pays laisse le monde rural dans un état quasi léthargique. Stéphanie Barzasi et Olivier Vilain parlent même

« d'hémorragie des campagnes » et d'un « déplacement sectoriel au détriment de la branche agricole » dans leur livre *Haïti : de la perle au caillou*². Dans une interview réalisée par le CHF en avril 2016, Michel Chancy ajoute que, paradoxalement, c'est le monde rural qui souffre le plus de l'insécurité alimentaire et que l'activité première du pays n'arrive pas à nourrir ceux-là même qui la pratiquent.

Alors que 60% de la population haïtienne s'adonne à l'agriculture et que les initiatives de mouvements paysans se multiplient, l'ouverture aux marchés internationaux, par le démantèlement des tarifs

douaniers notamment, laisse champ libre à l'envahissement du marché local par des produits étrangers alimentant le petit commerce ; 75% des produits importés du pays sont des produits alimentaires, notamment dominicains et nord-américains. Malgré l'accès à des produits alimentaires bon marché (souvent de mauvaise qualité) que procurent ces importations, les sources de revenus des paysans sont dès lors tariées. L'étouffement des productions locales par ces géants internationaux a motivé une part importante de la population rurale haïtienne à s'exiler à l'étranger. Une dynamique de transfert d'argent de la diaspora haïtienne vers le pays s'est renforcée, rendant la population locale dépendante de cette source de revenus.

Michel Chancy dans cette même interview contate : « l'aide internationale, au lieu d'aider, désorganise », C'est face aux solutions à court terme proposées par la succession des gouvernements et à la multiplication des interventions et des acteurs de l'aide humanitaire internationale souvent éloignés des réalités locales que le souhait de mettre en œuvre une forme de partenariat différente est né dans les esprits de Veterimed, du CHF et d'AVSF. Au plus près des enjeux du terrain et en incluant les acteurs locaux au cœur des décisions, le programme Solidaires des éleveurs haïtiens, ou Manman Bèf, vient renforcer le développement de l'élevage haïtien et, plus largement, le développement de la filière lait en Haïti par son lien très fort avec le réseau des micro-laiteries du réseau Lèt Agogo de Veterimed.



Depuis sa création en 2004, le programme a permis à plus de 600 familles d'avoir accès à la filière laitière haïtienne grâce à une collaboration interactive et dynamique entre les partenaires, les acteurs du monde paysan haïtien et les investisseurs internationaux. Après une mise en sommeil rafraîchissante en ce premier semestre 2016, Manman Bèf s'ouvre et se diversifie. Mais tout d'abord, faisons un rapide retour sur les fondements du programme.

Manman Bèf, c'est d'abord une concrétisation de la

solidarité franco-haïtienne à travers l'union d'un investisseur et d'un éleveur haïtien par l'intermédiaire du CHF et de Veterimed.

Pour dépeindre le programme en quelques mots, nous pouvons dire que le principe de réciprocité dans l'action est l'ingrédient essentiel à sa durabilité. Il s'agit en effet d'une coopération transversale entre un investisseur et un éleveur : par l'intermédiaire du CHF, un investisseur achète une vache en Haïti qui est mise en gardiennage chez un éleveur haïtien sélectionné au préalable par Veterimed et l'organisation paysanne locale. Le lien entre l'investisseur et l'éleveur est tissé pour une durée de 3 portées, pendant laquelle l'éleveur exploite, comme bon lui semble, le lait produit par sa vache ; en plus d'apporter un complément alimentaire pour lui et sa famille, la vente du surplus aux laiteries du réseau Lèt Agogo permet un complément de revenu significatif. Et plus largement, le lait du réseau Lèt Agogo dynamise la filière laitière haïtienne en vendant des produits laitiers de bonne qualité (le lait vendu habituellement sur les marchés haïtiens est généralement coupé à l'eau) et bon marché. Au terme de la période liant l'investisseur et l'éleveur, qui est d'environ 5 ans, l'éleveur garde 2 portées sur les 3 et devient ainsi propriétaire de son propre cheptel. L'investisseur peut choisir de poursuivre sa participation avec un autre éleveur, faire don de son investissement ou encore en demander le remboursement.

Cette approche qui diffère de l'aide directe, cette logique d'investissement, est très chère au programme. Les bénéficiaires se sentent responsabilisés, ils travaillent pour être un jour propriétaires d'une vache ce qui donne une appréciation tout à fait différente de la logique de don. Selon eux, « c'est comme un prêt d'argent pour monter un business ». Une éleveuse de Limonade raconte que, grâce au programme et à la vente d'un des veaux, elle a pu financer une année scolaire pour son enfant et refaire le toit de sa maison. D'autres témoignent de la mobilisation sociale que le programme entraîne au niveau des organisations paysannes locales, « c'est un projet qui a du sens, qui fait se regrouper et qui donne de la force ».

Néanmoins, après 10 ans d'existence, le programme s'était quelque peu essoufflé. Malgré les 1225 vaches attribuées, la participation de près de 500 investisseurs et l'accès pour plus de 600 familles à cette activité génératrice de revenus, l'évaluation réalisée par AVSF au premier semestre 2015 et la mission de suivi réalisée en septembre par le CHF ont mis en évidence des difficultés notamment liées à un suivi trop faible ne permettant pas de valoriser au mieux les impacts socio-économiques locaux. A cela s'ajoute la volonté d'intégrer de nouvelles orientations au programme, notamment celles de renforcer l'émancipation de la femme haïtienne et d'impliquer la société civile haïtienne et sa diaspora dans le processus d'investissement. Pour ce faire, le programme Manman

Bèf a donc été mis en sommeil au cours du premier semestre 2016, une parenthèse idéale pour la restructuration du programme. L'esprit substantiel demeure, mais il est étoffé d'améliorations.

Par exemple, pour renforcer les échanges d'informations entre le terrain et les organisations, des figures dynamiques de l'organisation d'éleveurs sont désignées dans chacune des zones du programme pour être les relais d'information concernant le déroulement du programme sur le terrain. Veterimed, le CHF et AVSF seront ainsi rapidement au courant des problèmes rencontrés et pourront y remédier, ou tout simplement donner des nouvelles régulières à l'investisseur. Et comme tout travail mérite son dû, ces personnes relais se verront gratifiées d'un veau toutes les 5 fins de contrat, favorisant ainsi leur implication tout en restant dans la logique de développement de cheptels.

Autre changement, et les connaisseurs du programme l'attendent sûrement depuis un moment déjà, celui de l'utilisation de la troisième portée ! Elle représentait dans l'ancien programme les intérêts de l'investisseur, qu'il pouvait récupérer à la fin de son engagement. Pour améliorer l'impact du programme sur le terrain, ces intérêts deviennent solidaires : ils sont valorisés directement en Haïti pour améliorer les conditions de vie socio-économiques plus conséquemment. Concrètement, si la troisième portée est un mâle, le veau est vendu et la recette vient répondre à un besoin mis en évidence par les bénéficiaires : la dispense de formations techniques. Et si la petite dernière est une femelle, elle sera attribuée directement au nom du programme, favorisant non seulement le développement du programme mais aussi son autonomie !

Mais ce n'est pas tout. Être « Solidaires des éleveurs haïtiens » implique aujourd'hui une autre notion d'engagement. Et notamment concernant la valorisation de la place de la femme dans la société

civile haïtienne. Manman Bèf s'était déjà attelé à la tâche en favorisant l'attribution de vaches aux femmes. Néanmoins, même si l'entreprise a rencontré un succès à Limonade, dans le nord du pays, qui présentait déjà une organisation de femmes hyper dynamique, AFLIDEPA, le combat n'était pas gagné dans les autres zones, il nécessite un changement de regard en profondeur sur les femmes pour que les mentalités évoluent.

C'est pourquoi des ateliers de sensibilisation auront lieu dans les zones bénéficiaires du programme dans le but de promouvoir la valorisation du statut de la femme dans les communautés rurales haïtienne. Et grâce à cela, l'attribution des vaches aux femmes en sera facilitée et multipliée !

Voilà qui termine un panorama rapide des nouvelles modalités du programme Manman Bèf. Si vous désirez en savoir plus, un dossier de présentation complet du nouveau programme et la nouvelle plaquette seront bientôt disponible sur le site du CHF.

A très bientôt pour devenir acteur de la solidarité avec les éleveurs haïtiens !

1« Dans les années 1800, l'agriculture représentait près de 95% du Produit Intérieur Brut (PIB) d'Haïti. En 2009, le secteur primaire entier ne représentait plus que 23% du PIB. Ce déclin s'est fait au profit du développement du secteur tertiaire, lui-même dominé par des petits commerces. Le secteur tertiaire est passé de moins de 5% à 60% du PIB sur la même période. »

Le processus de tertiarisation de l'économie haïtienne, Bénédictine Paul, Alix Dameus et Michel Garrabe.

2*Haïti, de la perle au caillou*, Stéphanie Barzasi et Olivier Vilain, mai 2013

VU DANS LA PRESSE ET L'EDITION

La Croix - 12 juin 2016 - Haïti s'enfonce dans la crise politique

Mercredi 8 juin, la chef de la diplomatie européenne Frederica Mogherini, a mis un terme à la mission d'observation électorale de l'UE. (...)

L'Union européenne n'a pas apprécié la décision prise fin mai par la commission électorale haïtienne d'annuler le premier tour de l'élection présidentielle du 25 octobre 2015. D'autant que les observateurs européens avaient conclu que ces élections avaient été « globalement conformes aux normes internationales », et les résultats initiaux « doivent être conservés ».

Un avis partagé par les États-Unis. « Le peuple haïtien mérite d'avoir sa voix entendue, pas reportée », a déclaré le porte-parole du département d'État Mark Toner. (...)

La situation politique de « La perle des Antilles » reste très incertaine. Selon Éric Sauray, avocat et enseignant à l'université Paris 13, spécialiste de la politique haïtienne, personne n'est capable de dire si le scrutin aura bien lieu.

« La population, peu informée, n'adhère pas au nouveau calendrier. Il s'agit d'une solution brutale, prise par ceux qui ont perdu le premier scrutin, et qui ne résout rien, explique-t-il. Malgré la supervision et le financement par les Occidentaux, personne ne sait ce qu'il s'est vraiment passé le 25 octobre 2015 et quels sont les résultats, c'est un véritable gâchis ». La crise politique en Haïti pourrait encore durer.

La violence des riches Chronique d'une immense casse sociale. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot Editions La Découverte. Zones 2013. (p131)

Au cours d'un jogging matinal, nous croisons un homme et une femme qui partent faire le ménage à l'École normale supérieure de Cachan. Lui est Noir et a le verbe haut, elle est Blanche avec un corps déjà déformé par de dures conditions de vie et de travail. C'est le 10 septembre 2012, François Hollande a fait une déclaration sur TF1 la veille, et l'homme dit à sa collègue : « Mais tu te rends compte, il a encore parlé de taxer les riches à 75% ! Qu'allons-nous devenir s'ils s'en vont ! » Nous intervenons pour demander en quoi cela pourrait être gênant pour eux que les millionnaires quittent la France. « Mais qui va payer nos impôts, qui

va payer tous ces étrangers ? dit l'homme. S'ils s'en vont, c'est nous qui allons devoir payer et nous allons nous appauvrir. » Ni ni l'autre ne savent visiblement que, depuis plus de dix ans, les riches paient de moins en moins d'impôts. La conversation s'arrêtera vite faute de temps, mais ils repartiront avec le bouc émissaire rassurant de l'étranger de trop. Préférant rester avec des clefs de compréhension faciles, puisque visibles, et fuir cet univers opaque et illisible de la haute finance spéculative et mondialisée. (...) (p 133) On préfère ne pas savoir...

La médiocratie. Alain Deneault. Lux Editeur, 2015. (p 116)

Les populations du Sud ne savent plus tellement vers quelle instance se tourner. Elles ignorent même s'il y a quelque chose qu'on nomme gouvernement pour décider de quoi que ce soit concernant le pays. En Haïti, la présence des organisations « non » gouvernementales revêt l'allure louche d'une force d'occupation politique. Elles sont partout et décident de tout, mais en ordre dispersé, sciemment. C'est de nouveau la domination par la « gouvernance » ; on ne sait plus identifier le lieu du pouvoir. Depuis le tremblement de terre de 2010, le microcosme humanitaire vit de la catastrophe haïtienne, et parfois très bien. Il se révèle souvent financé par des fondations privées qu'ont créées les entreprises chargées de reconstruire le pays par fragments, quand

elles n'escomptent pas y piller les ressources naturelles. Il s'ensuit une situation sens dessus dessous qui, bien que strictement palliative, écarte l'État jusqu'à faire oublier au peuple la notion même d'institution publique. Comment croire en elle de toute façon, alors que le pouvoir politique ne s'est présenté dans l'histoire haïtienne que sous la forme de kleptocraties violentes ou de puissances étrangères ? S'ouvre sans ambages l'ère de l'Haïti Open for business. Dans ce contexte, l'aide humanitaire représente pour les investisseurs étrangers un placement minimal visant à s'assurer l'adhésion d'une des populations les plus pauvres du monde à ce modèle d'exploitation qui la lèse.

L'ACTUALITE DU COLLECTIF HAITI DE FRANCE

Retours sur deux moments forts au sein du réseau : l'Assemblée Générale et la journée Agriculture.

Le 28 mai dernier, le CHF vous invitait à son Assemblée Générale à Paris. Nous étions une trentaine de participants, et l'assemblée était représentée par 26 associations et 12 membres individuels. Ce fut l'occasion de présenter le rapport annuel 2015 de l'association, de partager des perspectives et une vision du CHF à l'horizon 2020, mais aussi d'élire un nouveau Conseil d'Administration désormais composé de 14 membres. Stéphanie Barzasi, Myrvine Marcelin et Chantal Guerrier ont été remerciées pour leur investissement ces dernières années au sein du conseil d'administration, qui a accueilli 4 nouveaux membres : Gérard Aleton de l'association Désir d'Haïti, Gislène Deleau du comité de rédaction NIH, Enorah Hirel de l'association Lambi et Jo Perreton de l'association

Ass'Hum. Les nouveaux membres ont élu vendredi dernier leur bureau composé d'un Président, Paul Vermande, d'un secrétaire national, Daniel Boisson, et d'une trésorière, Ornella Braceschi.

Deux semaines plus tard, le 11 juin, une trentaine de personnes ont pu échanger sur le thème de l'agriculture en Haïti. Une conférence plénière a permis de dresser un panorama des enjeux liés à l'agriculture en Haïti grâce aux interventions de Marc Dufumier, agronome, enseignant chercheur et auteur de nombreux livres ("Famine au sud, Malbouffe au nord"), Sylvain Aubert de Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) et Jeunevieve Bannatte, jeune haïtienne et coordinatrice adjointe de la section éducation au Mouvement Paysan Papaye (MPP).

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris
Comité de rédaction : Michèle BABINET, Stéphanie BARZASI, Edwinn COULANGES, Ghislaine DELEAU,
Geneviève GREVECHE, Reynold HENRYS, Rita JACQUES, Bernard LERAY.
Directeur de publication : Paul VERMANDE.
Tél : 01 43 48 31 78 /comiteredaction@collectif-haiti.fr/ www.collectif-haiti.fr